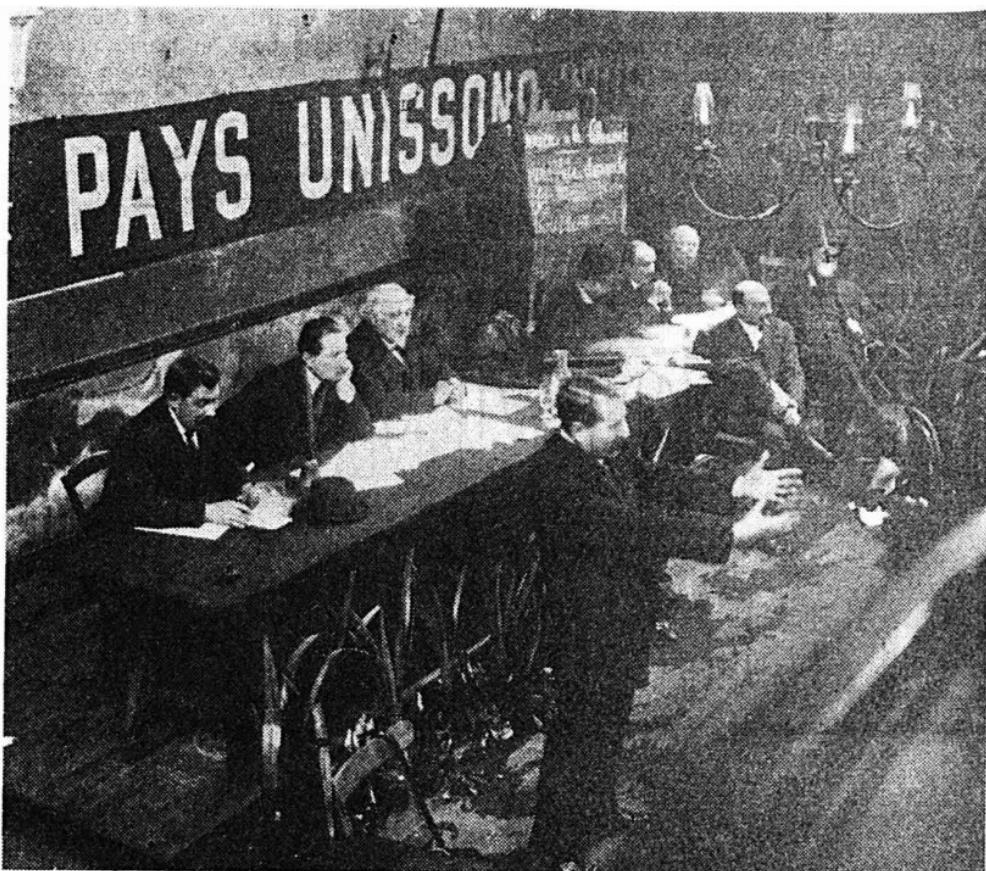


*Paru dans le monde diplomatique de décembre 1970 p8&9
Republié dans Le Monde Diplomatique de décembre 2020
(<https://www.monde-diplomatique.fr/1970/12/FAY/29971>)*

Le parti communiste français s'est assuré une situation solide dans la vie publique

Il y a cinquante ans est survenu en France un événement qui a marqué une étape décisive du mouvement ouvrier et de l'histoire de ce pays. Nous voulons parler de la naissance du parti communiste français, issu de la scission du parti socialiste S.F.I.O. Il s'est agi plutôt d'une mutation que d'une scission, puisqu'au congrès de Tours, tenu fin décembre 1920, la majorité des délégués se sont prononcés par 3 028 mandats contre 1022 pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Déjà le congrès précédent, celui de Strasbourg, réuni en 1919, avait décidé de rompre avec la IIe Internationale.

Ce sont les minoritaires qui, refusant de se soumettre, ont quitté le parti pour préserver « la vieille maison » et pour échapper aux contraintes imposées par le deuxième congrès de l'Internationale communiste. Sur cent quatre-vingt mille adhérents que comptait le parti à la veille du congrès de Tours, trente mille seulement ont rejoint les partisans du centre et de la droite (de Longuet à Renaudel), et dont le porte-parole le plus éloquent a été Léon Blum.



(Photo Editions sociales.)

Au congrès de Tours, en décembre 1920. Au premier plan, Marcel Cachin.

Combien étaient-ils au parti communiste en 1921 ? On en a dénombré cent dix mille. Comme pour toute scission, entre les deux partis les hésitants sont restés chez eux en attendant que les choses se « tassent ». La plupart d'entre eux, choqués par les luttes internes du nouveau parti et par son agressivité grandissante, sont revenus à la « vieille maison ». Ils n'étaient pas les seuls. D'autres les ont suivis, désorientés et surpris par le « style de ce parti », combien différent de celui de la S.F.I.O.

Sans anticiper les événements à venir, signalons qu'en période de formation du parti, avant que ne commence, avec le front unique et le front populaire, sa transformation en parti de masse, les effectifs sont tombés en 1931 à environ vingt-neuf mille membres, parmi lesquels il ne restait que quelque cinq mille à six mille adhérents d'avant Tours. Si l'on ajoute que la S.F.I.O. comptait soixante-douze mille adhérents en 1914 et à peine trente-six mille en 1918, on peut affirmer que la naissance du P.C.F. a créé une solution de continuité du mouvement ouvrier français. (1)

C'est à Tours que commence la mutation, qui durera longtemps, mais qui aboutira à un « parti de type nouveau ». L'immense majorité de ses membres décrocheront en chemin, ils ne participeront pas jusqu'au bout au processus qu'ils ont déclenché. Leur adhésion était due, comme partout ailleurs, à la révolte populaire consécutive aux souffrances de la guerre et à la victoire de la révolution d'Octobre, à la haine du socialisme d'*« union sacrée »* et à la solidarité avec la Russie des soviets. Les militants socialistes ignoraient tout du programme et des méthodes d'action des bolchéviks. D'où leur désarroi ultérieur.

De là à prétendre que la naissance du parti communiste n'était qu'un « accident banal », qu'une « affaire de circonstance », que *« si le congrès s'était tenu six mois plus tard il n'y aurait pas eu de parti communiste français »* 2 , il n'y avait qu'un pas à franchir. Il fut franchi et démenti d'avance par l'histoire. Car, contrairement aux partis britannique, belge, hollandais et scandinaves, le P.C.F., après une période de recul, a prospéré et poussé de profondes racines dans le sol de France, prouvant ainsi qu'il n'était pas un produit de circonstance.

Il est vrai que, six mois plus tard, la scission aurait été moins favorable aux communistes. Le congrès de Tours s'est tenu lors du reflux de la vague révolutionnaire, reflux dont les ouvriers français les plus combatifs n'avaient pas encore pris conscience.

Un mois plus tard, à Livourne (en janvier 1921), le congrès du parti socialiste italien, malgré son adhésion antérieure à l'Internationale communiste, a, en majorité, rompu ses liens avec Moscou.

Mme Kriegel a tort d'écrire qu'un congrès tenu plus tard aurait empêché la naissance du parti communiste français. Le congrès de Livourne, où les communistes ont été mis en minorité, n'a nullement empêché la création, à son issue, du parti communiste italien.

On peut même se demander si, tenu plus tard, ce congrès n'aurait pas évité au parti français une période de confusion, de manœuvres et de ruses, auxquelles ont eu recours les chefs centristes, qui ont été entraînés, contre leur gré, par l'enthousiasme de leurs troupes, bien plus loin qu'ils n'avaient l'intention ni même la capacité d'aller.

En se prononçant, en majorité, pour l'adhésion à la IIIe Internationale, le congrès de Tours a permis au P.C.F. de conserver les locaux du parti, et, surtout, *l'Humanité*. L'acquis était appréciable. Il a facilité les premiers pas du parti dans un milieu bien connu des anciens dirigeants, mal connu de ceux qui, à leur manière, et elle était souvent maladroite, se sont efforcés d'implanter le bolchevisme en France. Les illusions se sont vite dissipées. La classe ouvrière, ayant subi une grave défaite en 1920, ne pouvait plus monter, dans un proche avenir, à l'assaut des bastilles capitalistes.

Le produit d'un malentendu

Le parti communiste français, à peine né, devait affronter une situation défavorable, se forger, en période de stabilisation du capitalisme, de répression patronale et policière. Or il n'était pas en état de faire face. Il était paralysé par des conflits intérieurs entre ceux qui avaient accepté, du bout des lèvres, les vingt et une conditions d'adhésion au Komintern et qui espéraient, sous un vocable nouveau, continuer leurs anciennes pratiques, et ceux qui voulaient sincèrement appliquer les décisions de Moscou, rompre avec la tradition social-démocrate, créer en France, en se servant du vieux cadre institutionnel dont ils s'étaient emparés à Tours, un « parti de type nouveau » dont ils ignoraient le plus souvent eux-mêmes les véritables structures.

On est tenté de dire que le parti communiste français est le produit non pas d'un accident, mais d'un malentendu. Car ceux qui ont le plus contribué à sa naissance ont été, par leurs origines et leur formation, les plus étrangers au communisme. C'est ainsi que la plupart des fédérations paysannes ont voté massivement l'adhésion au Komintern, alors que les fédérations ouvrières, tout en s'y associant, ont montré plus de réticences. La haine de la guerre y a joué un rôle prépondérant : le pacifisme y triomphait, alors que le défaitisme révolutionnaire de Lénine y était totalement ignoré.

Jauréistes, syndicalistes révolutionnaires, étaient les plus disposés à devenir communistes, malgré leur éloignement idéologique du bolchevisme. Les guesdistes ont mieux résisté, parce que mieux organisés et plus attachés à la tradition du patriotisme jacobin, et, de ce fait, ressentant moins le complexe de culpabilité, en raison de leur attitude pendant la guerre.

Certes, il y avait un chassé-croisé : des guesdistes orthodoxes ont contribué, malgré l'hostilité de Jules Guesde, à la victoire de la IIIe Internationale. Tel fut, entre autres, le cas de Marcel Cachin et d'Amédée Dunois. Leur nombre était cependant assez restreint. Parmi les militants ouvriers, ce sont les fédérations d'origine guesdiste, celles du Nord, du Pas-de-Calais, de la Haute-Vienne, qui ont donné d'importantes minorités à la « vieille maison ». Et pourtant, malgré leur résistance à l'emprise communiste, ce sont les guesdistes qui, par la rigidité de leur organisation et de leur programme, ont préparé le terrain à l'enracinement en France de ce « parti de type nouveau ».

Ils n'étaient solidement ancrés que dans les centres industriels. Les petites villes et les villages vivaient toujours sous le signe de la lutte des rouges contre les blancs, des laïcs contre les cléricaux, des démocrates contre les conservateurs. Dans cette société dominée par des hommes riches et âgés, à évolution lente, à structures économiques, sociales et administratives fortement centralisées et hiérarchisées, l'action réformatrice était le plus souvent vouée à l'échec. Les rares flambées de révolte, après le grand massacre de la Commune de Paris, étaient aussitôt étouffées par la force.

Les ouvriers français oscillaient entre le refus global du régime et de ses institutions qu'incarnait la C.G.T. anarcho-syndicaliste et l'utilisation des institutions électoralles que préconisait le parti socialiste. Le manque de coordination entre l'action économique et l'action politique affaiblissait le prolétariat, le réduisait au rôle d'une force d'appoint des partis bourgeois de gauche. Refoulé dans les faubourgs misérables et dans les sombres banlieues, il se distinguait du reste de la population par ses habitudes alimentaires et vestimentaires, par son habitat, par son langage...

La guerre a encore exacerbé cette différenciation sociale, en rejetant sur les travailleurs le lourd fardeau de souffrance et de misère. Ils éprouvaient une profonde amertume, s'estimaient dupes d'une société qui les traitait en parias. D'où leur refus spontané et violent des valeurs nationales : d'où le pouvoir d'attraction des mots d'ordre révolutionnaires venus de Moscou. Tel était l'état d'esprit d'une partie importante de la classe ouvrière à la fin de la guerre de 1914-1918.

Bien entendu, ce climat s'est répercuté au sein du mouvement ouvrier. Le socialisme français d'avant Tours était très diversifié. Le parti socialiste, uniifié en 1905, était composé de plusieurs courants qui exerçaient les uns sur les autres une influence constante. Les guesdistes, mieux organisés et disciplinés, se sont emparés de la direction du parti, alors que les jauréristes, d'inspiration réformiste, bien que minoritaires dans le parti, orientaient pour l'essentiel la politique et l'action socialistes.

Blanquistes et allemanistes ne jouant qu'un rôle marginal, le parti socialiste uniifié (S.F.I.O.) était dirigé conjointement par les jauréristes et les guesdistes, les premiers dominant la politique du parti, les seconds son organisation. Le résultat de cette curieuse division du travail était que la S.F.I.O. pratiquait une politique réformiste,

assortie de déclarations d'orthodoxie marxiste, et s'appuyait sur une organisation relativement disciplinée, surtout dans les fédérations de composition ouvrière. Son modèle était la social-démocratie allemande, le parti le plus nombreux, le plus puissant et le plus riche de la IIe Internationale, qui donnait l'exemple d'une politique ouvertement réformiste conjuguée avec une organisation centraliste et autoritaire.

La social-démocratie allemande, qui se posait en modèle d'un parti ouvrier marxiste, était beaucoup plus imprégnée par les idées et les méthodes de Lassalle que par celles de Marx. Or les guesdistes, propagateurs du marxisme en France, n'en avaient retenu, à l'exception de Paul Lafargue, que les principes élémentaires. Ils étaient en outre subjuguée par la puissance de leurs camarades allemands. De sorte que Jules Guesde, cet infatigable « commis voyageur en marxisme », a contribué sans s'en rendre compte à introduire en France un marxisme appauvri et simplifié, vu à travers le prisme déformant du lassallisme.

L'héritage lassalien

Cet héritage lassalien, véhiculé par le guesdisme, a facilité l'implantation du communisme en France. De même que le marxisme y a été présenté sous son visage lassalien, le léninisme quand il y a été introduit, y a été appliqué dans son interprétation étroitement stalinienne. Il serait faux d'identifier ces deux courants, mais leur parenté nous semble indéniable. Maurice Thorez, ce mineur du Nord rattaché à la tradition guesdiste représentait cette double filiation qui plongeait ses racines dans le passé jacobin. C'est pourquoi parler d'une greffe artificielle, du caractère étranger du parti communiste français – traité de « séparatiste », de « soviétique », etc. – c'est ramener un phénomène historique à ses aspects épisodiques et transitoires.

La social-démocratie allemande, qui a survécu aux deux guerres et au nazisme, est restée, en dépit de sa rupture avec le marxisme, de son réformisme et de sa pratique constante de collaboration de classe, le grand parti de la classe ouvrière. De même, le parti communiste français, après de multiples péripéties que nous ne pourrons signaler qu'en passant, est devenu, lui aussi, le grand parti de la classe ouvrière. Il l'est devenu après avoir abandonné la politique révolutionnaire de ses débuts, réintégré la communauté nationale, adopté, en s'appuyant sur une puissante centrale syndicale, une politique résolument réformiste, tout en maintenant sa structure centraliste et autoritaire.

Le parti communiste français, tel que nous le connaissons actuellement, a subi une profonde évolution. Créé en vue d'une conquête révolutionnaire du pouvoir, le bouleversement attendu et annoncé ne s'étant pas produit, force lui était de s'adapter aux circonstances. Le parti issu du congrès de Tours portait encore les stigmates de

ses origines. Il a fallu plusieurs crises et de nombreux départs, ainsi que de fréquentes interventions de l'Internationale communiste, pour qu'il accomplisse une longue et difficile transformation.

Dès 1922 la crise éclate. Les dirigeants du parti communiste français refusent la tactique du front unique, adoptée par l'Internationale après le reflux de la vague révolutionnaire. Ils refusent de mener la propagande dans l'armée, de se séparer de ceux qui ouvertement combattent les décisions du Komintern. Ils n'appliquent pas les vingt et une conditions, qu'ils avaient acceptées en croyant qu'on leur accorderait un traitement de faveur. Ils se sont trompés. L'Internationale intervient par la voix de Trotsky, de Zinoviev, qui critiquent âprement à Moscou les responsables du parti communiste français, par l'envoi sur place de Jules Humbert-Droz, le premier « œil de Moscou », et de Manouilski, qui, ayant longtemps vécu à Paris, connaît bien les arcanes de la politique française.

Mis au pied du mur, surpris par la vigueur de l'intervention de Moscou, les excentristes s'éclipsent. Seul Marcel Cachin restera fidèle jusqu'au bout à son choix. Frossard, premier secrétaire général, démissionne le 1er janvier 1923. Il sera suivi par beaucoup d'autres. La gauche elle-même, qui a tellement contribué à l'adhésion au Komintern, après avoir accédé à la direction, se scinde. Treint, devenu secrétaire général et homme de confiance de Zinoviev, rompt avec Souvarine, porte-parole de l'opposition trotskiste. Celui-ci est exclu en 1924, ainsi que, peu après, Rosmer et Monatte, anciens syndicalistes révolutionnaires. Treint et les autres zinoviévitistes subiront le même sort plus tard.

Entre-temps, le parti se trempe dans la lutte. Il participe en 1923 à la campagne contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, appelle à la fraternisation avec les ouvriers allemands et à la lutte commune contre le traité de Versailles. Un an plus tard, en 1924, puis en 1925, il dénonce la guerre du Rif, se dresse contre le colonialisme, proclame par la voix de Jacques Doriot en pleine Chambre des députés, qui le censure, la solidarité des travailleurs français avec Abd-el-Krim et les tribus marocaines en lutte contre les troupes d'occupation espagnoles et françaises. Il adopte une attitude analogue lors de la campagne contre les Druzes en Syrie.

Le cinquième congrès du Komintern (juin-juillet 1924), le premier après la mort de Lénine, décide la « bolchevisation » de tous les partis communistes. Le parti français se réorganise. Les anciennes sections et fédérations sont remplacées par les cellules d'usine et locales, par les rayons et les régions, ces dernières englobant plusieurs départements. Ce remue-ménage entraîne de nombreux départs. Craignant la répression patronale, les ouvriers sont peu enclins à rejoindre les cellules d'entreprise. Quand ils le font, ils sont vite repérés et chassés de leur travail. Ils se replient sur les

petits ateliers, où leur action est peu efficace. Les cellules locales, de quartier, de village, ne sont que d'anciennes sections locales rebaptisées.

Peu à peu, le parti gagne en influence. Il obtient aux élections de 1924 vingt-six mandats et 875 000 voix, bien qu'il mène campagne à la fois contre le Bloc national, haï par les travailleurs, et contre le Cartel des gauches, alliance des radicaux et des socialistes. Plus importante que ces succès électoraux est la formation des premières cellules d'usine, composées exclusivement d'ouvriers, qui permettent au parti de pénétrer dans de grandes entreprises capitalistes et transforment de ce fait sa composition sociale.

Le Komintern décide d'appliquer la tactique « classe contre classe » : elle met sur le même plan la droite et la gauche, y compris les socialistes, traités par Staline de « social-fascistes » et de « principal soutien social de la bourgeoisie ». Aux élections de 1928, le parti communiste français perd douze sièges (quatorze députés au lieu de vingt-six en 1924) tout en gagnant 200 000 voix (1 063 000 au lieu de 875 000). En maintenant ses candidats au second tour de scrutin, malgré l'indiscipline d'une partie de ses électeurs il fait battre quelque cinquante candidats socialistes.

Le 1er août 1929, la campagne contre le danger de guerre impérialiste, présenté comme imminent, ne trouve qu'un faible écho parmi les travailleurs. Le parti s'isole de plus en plus, mène une politique sectaire, prônée par le groupe Barbé-Celor, se prononce en 1930 contre les assurances sociales, alors que la majorité des travailleurs y est favorable et ne s'oppose qu'au versement ouvrier. Isolé, affaibli, le parti subit les coups de la répression. La plupart des dirigeants sont emprisonnés ou en fuite. Le parti vit dans une semi-clandestinité.

Maurice Thorez, devenu secrétaire général du parti en 1930, tout en respectant la tactique « classe contre classe », s'efforce de sortir le parti de son isolement et de ranimer sa vie intérieure, étouffée par la pratique du commandement quasi militaire. Le parti prend le tournant. Thorez « *tend la main aux ouvriers socialistes* », tout en « *brandissant le poing à leurs chefs* ». Il fait appel aux ouvriers catholiques. Il dénonce le silence qui « *règne au parti* », demande que « *les bouches s'ouvrent* », « *qu'il n'y ait plus de mannequins* », que les militants osent donner leur avis, critiquer leurs dirigeants (3).

Les élections législatives de 1932 confirment le recul du parti, qui ne garde que 14 sièges et perd près de 280 000 voix (784 000 au lieu de 1 063 000 en 1928). Les ouvriers et les paysans, dont la situation se détériore, ne comprennent pas pourquoi les communistes refusent d'appliquer la discipline républicaine, face à la réaction. La crise économique mondiale, qui a éclaté aux Etats-Unis en 1929 et gagné la France à partir de 1930, a entraîné, avec la politique de déflation, le chômage et la misère pour

les travailleurs. La lutte de classe devient plus âpre. Des grèves très dures se déroulent dans le Nord et dans la région parisienne. Le parti communiste français, qui prêche l'unité d'action, commence à sortir de son isolement.

Le 6 février 1934, les Ligues organisent une émeute contre le gouvernement de gauche. Les communistes affrontent la police au cours de la manifestation du 9 février : ils sont peu suivis. C'est seulement le 12 février que se réalise, au cours d'un grandiose rassemblement, l'unité d'action si longtemps différée. Désormais, devant la montée du fascisme en France, encouragée par la victoire des nazis en Allemagne, les préventions tombent. En juillet est conclu le pacte d'unité d'action contre le fascisme entre le parti communiste français et la S.F.I.O. Le front unique à la base a vécu. En 1935 est constitué le Front populaire avec la participation du parti radical. Jacques Doriot, qui avait proposé l'alliance avec les chefs socialistes et refusé de se rendre à Moscou pour en discuter, est exclu en 1934. Il virera rapidement vers l'extrême droite et fondera un parti pronazi.

Peu après l'U.R.S.S. entre à la Société des nations (septembre 1934), conclut une alliance avec la France. Staline admet le bien-fondé de la défense nationale française (mai 1935). Le septième congrès du Komintern, animé par Dimitrov, recommande le front unique avec les partis socialistes, qu'il conseille d'élargir aux partis bourgeois de gauche en généralisant la pratique du front populaire. Le parti communiste français approuve la répression en U.R.S.S. et les procès de Moscou au cours desquels plusieurs compagnons de Lénine sont condamnés à mort et exécutés.

Les élections de mai 1936 apportent au parti communiste français 72 élus et un important gain de voix (1 500 000 au lieu de 784 000). La nouvelle Chambre dispose d'une majorité de gauche. Le gouvernement Léon Blum, sous la pression des grèves avec occupation d'usines, obtient du patronat et du Parlement l'application d'importantes réformes sociales (semaine de quarante heures, congés payés, conventions collectives).

Le mouvement syndical, scindé depuis 1922, est réunifié. Le parti communiste français bénéficie de son implantation dans les usines, il recrute sur une vaste échelle (de 86 000 adhérents en 1935 il passe à 340 000 en 1937). Les ouvriers, qu'éloignait antérieurement le sectarisme du parti, entrent dans ses rangs, fraternisent avec les ouvriers socialistes. Ce climat idyllique ne dure pas. En France, l'inflation éponge vite les gains de salaires. En Espagne, la victoire du Front populaire est suivie d'un putsch militaire soutenu par l'Italie et l'Allemagne. Le gouvernement Léon Blum décide de mener une politique de non-intervention. Le parti communiste français demande une intervention militaire en Espagne, participe activement à la formation des brigades internationales. En présence d'un danger imminent de guerre, il propose

d'élargir la coalition existante, qui se disloque déjà, et de former un front national (juillet 1938). En vain ! (4).

Après les accords de Munich (septembre 1938) qui consacrent le dépècement et préparent l'asservissement de la Tchécoslovaquie, survient la rupture entre le parti communiste français et la S.F.I.O. Un an plus tard, Staline, convaincu que les Occidentaux s'apprêtent à le lâcher, tourne casaque et signe un pacte avec Hitler (août 1939). Ce renversement des alliances suscite un trouble grave au sein du parti communiste français. Le parti approuve le pacte et mène une campagne contre l'« impérialisme français ». Il est dissous en septembre 1939, ses députés sont déchus de leur mandat et emprisonnés. Le gouvernement Daladier, à son corps défendant, déclare avec la Grande-Bretagne la guerre à Hitler, qui envahit la Pologne, dont l'U.R.S.S. occupe la partie orientale.

Sous l'occupation allemande, le parti communiste français suit tout d'abord la ligne tracée par le pacte germanosoviétique et désapprouve la guerre contre Hitler. Ses mandataires font même une démarche vaine auprès des autorités d'occupation pour obtenir l'autorisation de faire reparaître *l'Humanité*, supprimée en 1939. Tout le monde n'approuve pas cette attitude. Certains militants rompent avec le parti. D'autres, sans dénoncer sa politique, s'engagent dans la résistance contre l'occupant.

L'invasion de l'U.R.S.S. en juin 1941 par Hitler met fin à ces divergences. Le parti tout entier s'engage dans la lutte, crée le Front national, organise les unités de F.T.P.F.. donne à la résistance une allure plus populaire et une assise plus large (5).

Après la guerre

Après la libération, le parti communiste français participe au gouvernement de Gaulle, ce qu'il avait refusé en 1936 à Léon Blum. Maurice Thorez, devenu vice-président du conseil en novembre 1945, appelle les ouvriers au travail, s'oppose aux grèves, contribue à la reconstruction du pays. Il avait accepté en janvier que soient dissous les milices ouvrières et les comités de libération, ces embryons d'une armée et d'un pouvoir populaires.

Les réformes décidées en 1945 sont attribuées, selon les sources, soit à de Gaulle, soit au parti communiste français. En réalité, n'importe quel gouvernement, dans le climat de l'époque, aurait été obligé de les promouvoir. Après le départ du général de Gaulle, les communistes restent au gouvernement triparti avec la S.F.I.O. et le M.R.P. Ils ne rompent pas la coalition lors de la répression en Algérie. Ils se contentent de protester contre l'intervention militaire en Indochine.

L'année 1947 est marquée par le début de la guerre froide, par l'adoption du plan Marshall, par la rupture de la coalition contre Hitler et par la création du Kominform. En France, les communistes se sentent de plus en plus en porte à faux au sein du ministère Ramadier. Ils s'élèvent contre l'écrasement de la rébellion à Madagascar, exigent l'augmentation des salaires pour compenser la hausse des prix, soutiennent les revendications ouvrières. Ils sont éliminés du gouvernement au début de mai 1947. De l'opposition virtuelle ils passent à l'opposition réelle. La période d'union nationale est close.

De nouveau, ce sera l'isolement. Lutte contre le plan Marshall, contre le pacte atlantique, contre la C.E.D. (Communauté européenne de défense) et contre le Marché commun, contre l'influence grandissante des Etats-Unis en France. Des manifestations violentes accueillent les généraux Eisenhower et Ridgway, des grèves acharnées, accompagnées d'affrontements avec la police, créent un climat de tension (6).

Pendant toute cette période, le parti communiste français soutient inconditionnellement l'U.R.S.S., nie l'existence des camps de concentration soviétiques, dénonce le schisme yougoslave, approuve les procès préfabriqués de Rajk, Kostov, Slansky, les poursuites intentées aux « assassins en blouse blanche » qui visent un groupe de médecins d'origine juive. En un mot, le parti entérine la politique de Staline et se proclame fièrement stalinien. Il élimine André Marty et Charles Tillon, suspects d'une attitude critique à l'égard de la direction du parti et de l'U.R.S.S.

Staline meurt en 1953. Le XXe congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. en février 1956 amorce la déstalinisation du régime soviétique et du mouvement communiste. Le parti communiste français hésite à suivre le mouvement. Maurice Thorez s'efforce d'atténuer les critiques contre Staline, il prend le contre-pied de Togliatti, qui ne se contente pas d'attribuer les fautes et les crimes de Staline au « culte de la personnalité ».

L'intervention militaire soviétique d'octobre 1956 en Hongrie est appuyée par la direction du parti. Ces événements ouvrent une crise dans ses rangs et permettent d'éliminer les protestataires. Maurice Thorez, tombé gravement malade en 1950, revient à la tête du parti en 1953. En fait, c'est après sa mort, survenue en 1964, que, sous la direction de Waldeck Rochet, le parti desserre lentement ses contraintes intérieures, cherche à libéraliser sa politique (7).

Le parti prend quelques distances à l'égard de l'U.R.S.S. lors de la chute de M. Khrouchtchev et de la chasse aux écrivains non conformistes. Il désapprouve l'invasion de la Tchécoslovaquie tout en acceptant plus tard la « normalisation »

imposée par la force. Malgré ces réserves, il maintient des liens privilégiés avec le P.C.U.S. et se solidarise avec ce dernier pendant la conférence des partis communistes tenue en juin 1969 à Moscou.

En politique, il préconise l'alliance avec la gauche non communiste, contre le régime gaulliste, qu'il combat depuis son avènement. Il renonce au monopole du pouvoir, s'engage à respecter les libertés démocratiques en période de transition au socialisme, met en avant le mot d'ordre de « démocratie avancée » comme stade préparatoire au socialisme. Cette tactique lui permet d'accroître son influence parmi les ouvriers à tendance réformiste. En mai 1968, le parti refuse de s'engager dans la lutte pour le pouvoir, s'efforce avec la C.G.T. de limiter le mouvement aux revendications économiques, se laisse déborder par une nouvelle extrême gauche qui exprime, avec beaucoup de maladresse et d'excès, les aspirations des éléments les plus avancés et les plus combatifs de la jeunesse étudiante et de la classe ouvrière. M. Roger Garaudy, qui a critiqué cette attitude, sera exclu en 1970 du parti. M. Waldeck Rochet, malade, a été remplacé en fait par M. Georges Marchais, dont la désignation est contestée par un certain nombre de militants. Le parti communiste français s'affirme ouvertement ce qu'il est en réalité : le grand parti ouvrier, partisan de l'« ordre républicain » et du passage pacifique au socialisme, interlocuteur privilégié, parce que le plus puissant, des hommes au pouvoir (8).

Rappelons qu'aux élections de 1945 le parti communiste français obtient 5 millions (26 %) de voix (avec le vote des femmes) et 152 sièges de députés ; puis, presque 5,5 millions de voix et 28,6 %, en 1946. Après son passage dans l'opposition, le nombre de ses voix et de ses mandats se stabilise jusqu'à l'avènement de la Ve République. Il enregistre depuis un sensible recul (moins de 4 millions et moins de 20 %), mais retrouve le gros de ses partisans lors des élections législatives de 1967 et présidentielles de 1969. Il garde son influence sur plus de 20 % du corps électoral français et plus de la moitié de la classe ouvrière. Le chiffre officiel de ses adhérents, qui était de 900 000 en 1947, oscille depuis 1956 autour de 400 000 ; il plafonne en réalité au-dessous de 300 000. S'il ne détient pas le monopole de l'opposition au régime, si la gauche non communiste perdure tant bien que mal, si une nouvelle extrême gauche encore embryonnaire le harcèle et le gêne, le parti communiste représente la force principale sans laquelle toute tentative de renverser le courant est vouée à l'échec.

Une lente érosion du bloc

On a prétendu que le P.C.F. constitue avec sa périphérie et ses organisations annexes une contre-société, une sorte de monde à part. C'est à la fois vrai et faux. Vrai, car les adhérents et les sympathisants trouvent dans ces organisations une idéologie, un

milieu fraternel, un mode de vie et un comportement communs. Leur cas n'est pas unique. Telle est la situation des travailleurs italiens, intégrés et soudés encore davantage grâce aux coopératives et aux municipalités que dirigent les communistes. Tel est aussi le cas de la social-démocratie allemande et autrichienne, des partis socialistes belge et suédois, des travaillistes britanniques.

C'est en même temps faux, parce que ce monde à part est de moins en moins fermé. Avec la mystique révolutionnaire se sont dissipées les certitudes idéologiques. L'abîme qui séparait les initiés, « les militants conscients et organisés », des autres a été en partie comblé. Les activistes sont moins nombreux et moins actifs. Les réunions sont plus rares et moins fréquentées. Le nombre des permanents a augmenté, celui des militants bénévoles a diminué. Il est de plus en plus difficile de trouver des vendeurs à la criée de *l'Humanité-Dimanche*, des diffuseurs de tracts dans la rue et aux portes des usines.

Certes l'appareil du parti, formé par cooptation, constitue un groupe restreint, replié sur lui-même ; il est entouré de milliers d'activistes profondément dévoués au parti. Mais déjà les permanents et les militants des organisations de masse et des municipalités sont plus attentifs à ce qui se passe au dehors, plus tournés vers le monde extérieur. Les électeurs communistes représentent, dans leur immense majorité, des électeurs « comme les autres », bien que se situant plus à gauche. Il leur arrive, en période de crise, de ne pas suivre les consignes du parti, comme ce fut le cas de 1958 à 1962, où plus d'un million d'entre eux ont voté pour de Gaulle. Quant aux lecteurs de la presse communiste, leur nombre est sensiblement inférieur à celui des électeurs du parti. *L'Humanité* est moins lue par les ouvriers parisiens que *le Parisien libéré* ; en province, c'est la presse régionale qui est lue par les communistes du rang, seuls les responsables lisent la presse du parti.

La différence entre les communistes moins versés dans la doctrine, moins aguerris, et les autres Français, s'atténue. Quitter le parti n'est plus un drame de conscience, adhérer au parti n'entraîne plus un changement total du genre de vie et de pensée. C'est toujours « *un parti pas comme les autres* », c'est toujours un parti différent des autres. Mais il l'est moins. A vouloir atténuer la différence de programme et de tactique, les dirigeants actuels, malgré le maintien d'une discipline de fer, n'ont pas su éviter la lente érosion de ce bloc que Staline a voulu monolithique, et qui laisse apparaître des fissures et des brèches.

Un puissant organisme politique, profondément enraciné dans le terreau populaire, ne change ni rapidement ni facilement même s'il assouplit sa propagande et simplifie son vocabulaire. Il faut le prendre tel qu'il est, s'accommoder de son existence, de la rigidité de ses structures, de la lenteur de son évolution, essayer de l'influencer, sans

jamais chercher à l'isoler. Seuls les événements français et internationaux, s'ils sont favorables à la démocratie et à la paix, et surtout les changements intervenus au sein du mouvement communiste international, contribueront peut-être un jour à sa transformation.

Victor Fay

Journaliste, ancien militant communiste en Pologne, puis en France où il rejoint le Parti socialiste. Il est décédé en 1991.

(1) Toutes ces précisions et beaucoup d'autres, on les trouvera dans l'excellente étude de Jean Fréville : *la Nuit finit à Tours*, éditions sociales, Paris. 1970.

(2) Annie Knebel : *Aux origines du communisme français*, Mouton et Cie, Paris. La Haye, 1964. Voir aussi du même auteur : *les Communistes français*, éditions du Seuil. Paris. 1868.

(3) Gérard Walter : *Histoire du parti communiste français*, édition Somogy, Paris. 1948.

(4) Maurice Thorez : *Fils du Peuple*, éditions sociales, Paris, 1960.

(5) *Histoire du parti communiste*, œuvre collective, rédigée par le groupe d'opposants communistes, éditions Unir, Paris, tomes I, II et III.

(6) Jacques Duclos : *Histoire du parti communiste français*, éditions sociales, Paris, 1964.

(7) Jacques Fauvet : *Histoire du parti communiste français*, tomes 1 et II, librairie Arthème Fayard, Paris 1964-1965, étude très documentée vue de l'extérieur du parti.

(8) Roger Garaudy : *Toute la vérité*, éditions Bernard Grasset, Paris, 1970.

(1) Toutes ces précisions et beaucoup d'autres, on les trouvera dans l'excellente étude de Jean Fréville : *la Nuit finit à Tours*, éditions sociales, Paris. 1970.

(2) Annie Knebel : *Aux origines du communisme français*, Mouton et Cie, Paris. La Haye, 1964. Voir aussi du même auteur : *les Communistes français*, éditions du Seuil. Paris. 1868.

(3) Gérard Walter : *Histoire du parti communiste français*, édition Somogy, Paris. 1948.

(4) Maurice Thorez : *Fils du Peuple*, éditions sociales, Paris, 1960.

(5) *Histoire du parti communiste*, œuvre collective, rédigée par le groupe d'opposants communistes, éditions Unir, Paris, tomes I, II et III.

(6) Jacques Duclos : *Histoire du parti communiste français*, éditions sociales, Paris, 1964.

(7) Jacques Fauvet : *Histoire du parti communiste français*, tomes I et II, librairie Arthème Fayard, Paris 1964-1965, étude très documentée vue de l'extérieur du parti.

(8) Roger Garaudy : *Toute la vérité*, éditions Bernard Grasset, Paris, 1970.